

Naviguer dans le débat de gauche sur l'Ukraine

jeudi 1er décembre 2022, par [FLETCHER Bill Jr.](#), [LEARY Elly](#) (Date de rédaction antérieure : 29 novembre 2022).

La souveraineté et l'autodétermination sont des concepts importants à garder au cœur de l'analyse de gauche.

1. Pourquoi le principe de l'autodétermination est-il si important pour comprendre le conflit en Ukraine ?

La question de l'autodétermination nationale comporte trois aspects. Premièrement, la reconnaissance du fait que les « nations » de peuples ont le droit d'affirmer leur propre identité et de former une unité politique distincte ou incluse dans un groupe géopolitique plus vaste. Deuxièmement, qu'un État-nation reconnu a le droit internationalement reconnu à la souveraineté nationale. Plus précisément, en ce qui concerne la souveraineté nationale, aucune puissance extérieure n'a le droit d'intervenir dans les affaires intérieures d'un autre pays (sauf dans les conditions convenues par les Nations Unies). Et troisièmement, l'autodétermination est un élément fondamental de la liberté qui a un pouvoir énorme pour forger l'unité lorsqu'elle résonne au sein d'un peuple.

Dans le cas de l'Ukraine, les frontières internationales d'une Ukraine indépendante ont été reconnues en 1991 dans le contexte de l'effondrement de l'URSS. L'Ukraine, cependant, avait un statut national et territorial en tant que nation reconnue après la formation de l'URSS et, en outre, dans le contexte de la formation des Nations Unies. Les frontières internationalement reconnues de l'Ukraine ont été affirmées en 1994, avec la signature des [accords de Budapest](#) par lesquels l'Ukraine a remis des armes nucléaires à la condition que la Russie s'engage à ne jamais envahir l'Ukraine et à toujours respecter la souveraineté ukrainienne.

La Russie a violé cet accord en 2014 avec l'invasion et l'annexion de la Crimée, sous prétexte d'un prétendu coup d'État à Kiev. Même si l'on convenait qu'un coup d'État avait eu lieu – et nous ne le faisons pas – cela ne justifierait pas une intervention étrangère.

Les États-Unis et d'autres ont une longue et sordide histoire d'ingérence dans les affaires intérieures des pays. Tout le régime américain des années 1950 d'Allan et John Foster Dulles (Département d'État et CIA) était basé sur ce principe. L'Ukraine a fait l'objet de nombreux complots et connivences externes, [certainement de la part des États-Unis](#).

Même avec l'ingérence extérieure de nombreuses forces, ce qui s'est passé en 2014 était une affaire interne à l'Ukraine – le résultat de ses propres contradictions internes. Le résultat politique n'était pas favorable à la Russie, mais n'était en aucun cas une attaque contre la Russie. En tant que tel, il n'aurait dû justifier aucune intervention. Prenons l'invasion américaine du Panama en 1989. Elle était basée sur le prétexte que Manuel Noriega était un criminel et que les États-Unis devaient le traduire en justice. Alors que Noriega était certainement un criminel – et quelqu'un qui avait régulièrement travaillé en coopération avec les États-Unis – il était aussi le président d'une nation

souveraine. Comme pour l'Ukraine, il n'y avait aucune justification juridique internationale pour une invasion américaine (du Panama).

L'autodétermination nationale de l'Ukraine revêt une importance supplémentaire compte tenu des relations semi-coloniales que le pays a historiquement entretenues avec la Russie, malgré les liens linguistiques et culturels étroits. Affirmer que la Russie n'a pas besoin de reconnaître la souveraineté ukrainienne en raison de liens historiques équivaldrait à suggérer que les États-Unis n'ont pas besoin de reconnaître la souveraineté canadienne étant donné les liens linguistiques et culturels étroits qui remontent à au moins deux cents ans.

2. S'agit-il d'une guerre par procuration entre les États-Unis/l'OTAN et la Russie ?

Il est devenu presque à la mode, chez certains segments de la gauche, d'appeler la guerre russo-ukrainienne une « guerre par procuration » entre la Russie et l'OTAN : c'est une guerre dans laquelle la contradiction principale est l'instigation de la guerre par des puissances étrangères, et dans laquelle les contradictions internes sont secondaires.

Un excellent exemple de « guerre par procuration » serait les conflits en République démocratique du Congo après 1997, où les forces nationales ont été largement éclipsées ou dominées par des acteurs étrangers, par exemple le Rwanda, l'Ouganda, le Zimbabwe, l'Angola et les sociétés multinationales. Bien qu'il y ait certainement un conflit interne, diverses milices obéissaient aux ordres d'acteurs étrangers.

La guerre russo-ukrainienne n'est pas plus une « guerre par procuration » que ne l'était la guerre du Vietnam. Pourtant, il est important de se rappeler que de nombreux libéraux et de droite ont décrit la guerre du Vietnam comme une guerre par procuration entre les États-Unis, d'une part, et l'URSS et la Chine, d'autre part. Ils ont ignoré la question nationale – le fait que la guerre du Vietnam concernait l'agression américaine contre le peuple du Vietnam (et, plus tard, les peuples du Laos et du Cambodge). Une guerre par procuration a lieu lorsqu'il y a de mauvais acteurs des deux côtés, pas lorsqu'un côté se bat pour son indépendance – même si le camp qui lutte pour l'indépendance cherche l'aide d'autres nations.

La guerre russo-ukrainienne est le résultat direct de la violation par la Russie de la souveraineté de l'Ukraine. À ce sujet, il y a peu de débat. La question est de savoir si leur violation était justifiée par des actes de l'OTAN. Puisqu'il n'y avait aucune preuve que l'OTAN ait armé l'Ukraine avec des armes nucléaires et qu'il existe de nombreuses preuves que plusieurs États membres de l'OTAN étaient activement opposés à l'inclusion de l'Ukraine dans l'OTAN, l'argument tombe à plat.

L'objectif déclaré de Poutine est de mettre fin à la souveraineté nationale de l'Ukraine. Toute mention du rôle de l'OTAN est un leurre qui cache le véritable objectif de la Russie d'étendre sa sphère d'influence.

3. Quel a été le rôle de l'OTAN ? Est-ce l'agresseur dans le conflit actuel ?

Soyons clairs : la chute du mur de Berlin a offert une occasion unique de reconfigurer les relations internationales dans le monde entier. Les gauchistes et les progressistes ont vigoureusement plaidé pour la dissolution de l'OTAN et pour qu'un nouveau cadre soit établi basé sur le respect mutuel, la démocratie et la sécurité. Cela ne s'est pas produit. Malgré des preuves suffisantes que les États-Unis ont accepté ou laissé entendre que l'OTAN ne s'étendrait pas, sans que cela soit codifié par écrit, tous les paris étaient ouverts une fois que l'URSS s'est effondrée.

L'ironie est que l'invasion a mis fin à tout espoir d'un nouveau cadre au-delà de l'OTAN ; En fait, il a accompli le contraire. Il semble y avoir eu des conflits majeurs au sein de la communauté de l'OTAN

concernant ce qui devrait se passer. Ce qui s'est passé, cependant, c'est que l'OTAN s'est étendue vers l'est en direction de la frontière russe lorsque des pays qui avaient été auparavant dans le bloc soviétique ont indiqué qu'ils avaient besoin de protection contre une menace expansionniste / hégémonique russe potentielle. L'OTAN n'a pas été poussée sur ces pays, bien que l'OTAN aurait pu et aurait dû arrêter l'expansion. L'expansion s'est en grande partie arrêtée en 2004.

Ce qui a changé, c'est la crise de 2014 en Ukraine. Rappelez-vous que les accords de Budapest de 1994 ne comportaient aucune sorte de clause « d'exception » qui justifierait une invasion russe. Lorsque la crise de 2014 a éclaté, les soi-disant soulèvements de Maïdan, une administration pro-russe a été chassée du pays par une large coalition au sein de laquelle il y avait des forces dures et de droite. C'est à cette époque que les chauvins ukrainiens ont commencé à promouvoir une politique russe antiethnique, en particulier en ce qui concerne les usages de la langue. Le régime Poutine a utilisé le conflit interne ukrainien comme prétexte pour une intervention. Cela comprenait la saisie de la Crimée et le soutien aux régimes séparatistes dans la région du Donbass.

C'est dans le contexte de l'intervention russe dans les affaires intérieures de l'Ukraine que la question de l'OTAN s'est posée. Avant 2014, l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN suscitait peu d'intérêt. À la suite de l'ingérence russe en Ukraine, y compris, mais sans s'y limiter, la saisie de la Crimée, l'intérêt pour l'OTAN a émergé.

Dans la période qui a précédé l'invasion de février 2022, le gouvernement ukrainien a fait savoir à Poutine qu'il ne rejoindrait pas l'OTAN. Cela n'a pas arrêté l'invasion, en grande partie parce que l'invasion avait peu à voir avec l'OTAN. Poutine a rendu les objectifs très clairs le jour de l'invasion où il a déclaré que l'Ukraine était une « fiction nationale ». Ainsi, pour Poutine, l'invasion ne concernait pas une prétendue menace de l'OTAN mais plutôt le destin de l'Ukraine en tant que pays.

4. Est-il juste d'appeler à un monde divisé en sphères d'influence afin que la paix puisse être maintenue ? Est-ce dans l'intérêt des classes populaires ?

Il y a eu beaucoup de progressistes sincères et de gauchistes qui ont fait valoir que les grands pays, par exemple la Russie, ont un intérêt légitime dans une sphère d'influence. Certains à gauche proposent spécifiquement la notion de « multipolarité » qui dit qu'il doit y avoir plusieurs pôles majeurs – puissances – pour contrer l'hégémonisme des États-Unis. C'est une définition différente d'une autre que d'autres gauchistes ont utilisée où la multipolarité signifie le maintien de la souveraineté et de l'indépendance de toutes les nations. C'est le premier point de vue qui nous oppose.

Alors que la plupart du monde, y compris certains gauchistes et progressistes, parle de sphères d'influence, nous croyons que le principe de l'autodétermination doit être notre point de départ. Nous avons toujours protesté contre le fait que les États-Unis invoquent la soi-disant doctrine Monroe pour justifier des violations sans fin de la souveraineté nationale des pays de l'hémisphère occidentale. Les arguments de la sphère d'influence ont toujours été utilisés par les grandes puissances pour supprimer l'autodétermination nationale. L'antipathie des États-Unis envers Cuba (depuis 1959) et le Nicaragua (années 1980) est liée à des revendications de sphères d'influence. Les invasions soviétiques de la Hongrie (1956) et de la Tchécoslovaquie (1968) étaient justifiées par des sphères d'influence.

L'argument concernant la multipolarité peut ressembler, lors d'une première audience, à une demande progressiste de restreindre l'impérialisme américain. Mais ce n'est pas toujours le cas. Le monde d'avant 1914 était multipolaire, tout comme le monde d'avant 1939. Cela ne les a pas rendus progressistes le moins du monde. Certes, l'expansion actuelle des régimes autoritaires de droite à travers la planète laisse peu de doute que la multipolarité pourrait facilement aboutir à un monde

profondément réactionnaire.

Les progressistes soutiennent l'autodétermination nationale et non les sphères d'influence. Notre revendication doit porter sur l'autodétermination nationale et un monde guidé par les principes du droit international.

5. Les États-Unis ne sont-ils pas hypocrites dans leur position ? Cela n'explique-t-il pas pourquoi de nombreux pays du Sud ont été réticents à s'exprimer ?

Les États-Unis ont une histoire de profonde hypocrisie. Dans la guerre actuelle, il ne fait guère de doute que la position des États-Unis est hypocrite. En condamnant l'agression russe, il ignore l'agression israélienne contre les Palestiniens et l'agression marocaine contre les Sahraouis, et notre propre invasion illégale de l'Irak. Et, oui, c'est une raison pour laquelle de nombreux gouvernements du Sud ont tergiversé – du moins jusqu'à récemment – en condamnant pleinement l'agression russe. Et il y a la question de la nourriture : la Russie et l'Ukraine sont les greniers de l'Afrique. Il n'est pas trop impoli d'étiqueter ce chantage alimentaire.

Cela dit, il est important de noter que de nombreux gouvernements des pays du Sud sont également influencés par les accords commerciaux et financiers qu'ils ont conclus avec la Russie et l'Occident, ce qui les amène à être prudents dans leur réponse.

Il est important d'ajouter que l'hypocrisie américaine n'a pas empêché les progressistes du monde entier de s'exprimer sur d'autres outrages. Par exemple, les atrocités indonésiennes contre le Timor oriental ont été dénoncées par des personnes de bonne volonté à l'échelle internationale et ont forcé les États-Unis à renoncer à leur alliance traditionnelle avec le régime indonésien réactionnaire. Les violations du droit international et des droits de l'homme ont été dénoncées parce qu'elles étaient mauvaises.

En ce sens, la réponse à l'invasion russe de l'Ukraine par de véritables internationalistes est tout à fait cohérente avec les approches du passé. Les partisans américains de la libération irlandaise ne sont pas restés silencieux sur l'impérialisme britannique simplement parce que les États-Unis étaient une puissance impérialiste. Et les partisans de la libération africaine ne sont pas restés silencieux sur le colonialisme européen simplement parce que les États-Unis étaient aussi un oppresseur colonial, par exemple contre les Philippines.

6. Même si nous nous opposons à l'invasion, est-il correct de soutenir des armes à l'Ukraine ou cela ne fait-il pas que prolonger les combats et nous rapprocher de la guerre mondiale ?

Si l'on s'oppose à l'invasion russe et soutient la souveraineté ukrainienne, la question logique est vraiment la suivante : comment les Ukrainiens sont-ils censés résister à l'agression russe ? Avec un langage simplement dur ? Un appel aux Nations Unies ?

Ceux qui disent que les armes ne devraient pas aller aux Ukrainiens ne sont pas sincères. Ils demandent, en substance, aux Ukrainiens de se rendre. Ils peuvent croire que les Ukrainiens peuvent mener une résistance passive contre les Russes sur le modèle de la résistance danoise à l'Allemagne nazie. Le seul problème est que les Danois ne résistaient pas aux nazis dans le vide. Il y avait une guerre mondiale en cours.

Lorsque les Vietnamiens résistaient aux États-Unis, il y avait ceux qui appelaient les Vietnamiens à faire des concessions et à retarder leurs luttes. En fait, en 1954, l'URSS et la Chine ont appelé le Vietminh à accepter la division « temporaire » du Vietnam en deux régions comme moyen de mettre

fin au conflit. Nous voyons où cela s'est arrêté.

On dit régulièrement aux opprimés qu'ils doivent suspendre leurs demandes et modérer leurs efforts. De tels arguments ont été présentés au mouvement américain des droits civiques dans les années 1960, arguments auxquels le D^r King a répondu, condamnant les modérés blancs qui voulaient que le Black Freedom Movement se restreigne. Si nous demandons à l'Ukraine de modérer ses efforts, nous lui disons essentiellement de se soumettre aux exigences de l'agresseur, la Russie de Poutine.

Y a-t-il un danger de guerre mondiale ? Absolument. Tant qu'il y aura des puissances impérialistes, un tel danger existera. Cependant, cela ne devrait pas signifier que les opprimés et ceux qui sont victimes d'agression doivent restreindre leur résistance.

7. Pourquoi a-t-il été impossible de parvenir à un règlement négocié de ce conflit ?

En termes simples, le régime Poutine ne voit aucune raison de négocier. Comme on le voit maintenant (octobre 2022), le régime Poutine a l'intention de mettre en œuvre l'approche qu'il a adoptée pour la répression des Tchétchènes, c'est-à-dire la répression totale par un usage massif et aveugle de la violence. Cela a également été reproduit dans l'assaut soutenu par la Russie contre le mouvement révolutionnaire syrien, par exemple, des barils d'explosifs, des attaques contre des hôpitaux.

En fin de compte, le gouvernement russe devra décider quelle est sa ligne de fond. Ils peuvent décider d'une « solution coréenne », c'est-à-dire d'un armistice sans traité et avec une « guerre froide » se poursuivant entre la Russie et l'Ukraine. Cela peut ne pas être acceptable pour les Ukrainiens. En outre, l'expérience ukrainienne avec la Russie dans les négociations a été très problématique, à commencer par les accords de Budapest en 1994 qui garantissaient la souveraineté ukrainienne en échange du retour des armes nucléaires à la Russie et en continuant avec les [accords de Minsk](#).

Nous devons reconnaître qu'il y a eu beaucoup de désinformation organisée propagée par le régime Poutine et ses alliés. Ces forces ont suggéré, dès le début, que les États-Unis et le gouvernement ukrainien n'avaient pas intérêt à un règlement négocié. C'est faux.

Il y a une autre question relative aux négociations. Ceux qui soutiennent que la question de la guerre russo-ukrainienne doit être réglée entre les États-Unis / OTAN et la Russie traitent l'Ukraine comme un acteur secondaire. Ils agissent, contre toute évidence, comme s'il s'agissait d'une lutte qui ne concerne pas l'existence nationale de l'Ukraine, mais une bataille entre deux puissances impérialistes. Tout règlement qui n'aurait pas été négocié avec les Ukrainiens en tête de table serait un règlement imposé au peuple. C'est une position que la gauche mondiale n'a jamais acceptée.

8. Alors que d'autres luttes de libération, telles que les Premières Nations palestiniennes, kurdes ou américaines, ont eu tendance à unir la majeure partie de la gauche, pourquoi le débat sur la libération ukrainienne a-t-il semblé l'avoir divisée ?

Il y a plusieurs raisons :

- La propagande russe a habilement identifié les événements de 2014 comme un coup d'État fasciste / dirigé par les États-Unis.
- Une version de « l'ennemi de mon ennemi est mon ami », ce qui signifie dans ce cas que dans la mesure où les États-Unis soutiennent le gouvernement ukrainien, cela doit signifier, pour certaines sections de la gauche, que les Ukrainiens sont du mauvais côté de l'histoire.

- Une analyse inexacte du régime de Poutine, y compris une tendance à la nostalgie de certains à l'égard de l'ancienne URSS. Cela peut être vu dans la fascination de certains gauchistes que le drapeau de l'ex-URSS a été utilisé à différents endroits par les forces russes. Ainsi, un déni de la [nature semi-fasciste du régime de Poutine](#), y compris, mais sans s'y limiter, son soutien actif aux forces d'extrême droite à l'échelle mondiale.
- Comme nous l'avons vu dans un certain nombre de luttes, il est relativement facile pour des segments de la gauche occidentale et des mouvements progressistes de se déstabiliser si un gouvernement particulier agite le « drapeau rouge » et se proclame anti-impérialiste. Plutôt que de faire une analyse concrète, beaucoup d'entre nous sont séduits par la rhétorique et ont tendance à minimiser les accusations portées contre de tels gouvernements comme ayant été fabriquées par la CIA et d'autres acteurs néfastes.

9. Que savons-nous du mouvement anti-guerre en Russie et du sentiment anti-guerre en général ? Y a-t-il un moyen de soutenir les forces anti-guerre/pro-démocratie en Russie sans les mettre en danger ?

L'une des premières choses que Poutine a faites après l'invasion a été d'interdire le journalisme indépendant et de réprimer les manifestations. Depuis, les choses n'ont fait que s'intensifier. Les [actions anti-guerre](#) se sont répandues dans toute la Russie, apparaissant parfois dans les médias grand public, tandis que dans d'autres cas, des actions de rue ou diverses formes de désobéissance civile.

La question du soutien aux forces anti-guerre en Russie est compliquée par la nature du régime autoritaire de Poutine. Ce qui semble être en ordre, c'est d'attirer l'attention sur la répression exercée par le gouvernement russe et d'apporter un soutien aux réfugiés russes qui quittent le pays pour éviter le service militaire. Une aide supplémentaire peut être apportée en soutenant les syndicalistes légitimes en Russie qui s'opposent à la guerre. Cela dit, le mouvement syndical est divisé sur la question.

10. Le gouvernement américain peut-il jouer un rôle positif qui ne sape pas la souveraineté ukrainienne ? Comment pouvons-nous exprimer au mieux notre solidarité avec l'Ukraine ? Y a-t-il des forces de mouvement social auxquelles nous pouvons tendre la main ?

Soyons clairs. Les États-Unis ne peuvent pas négocier au nom de l'Ukraine. L'Ukraine n'agit pas en tant qu'agent des États-Unis. Les États-Unis peuvent encourager les deux parties à négocier et s'engager à soutenir toute mesure visant à garantir la sécurité des deux parties à condition qu'il n'y ait plus d'actes d'agression. Les États-Unis pourraient cesser la livraison d'armes à partir du moment où il y aura un cessez-le-feu russe légitime et pourraient les arrêter complètement lors du retrait de toutes les forces russes. Les États-Unis pourraient également s'engager à respecter la neutralité de l'Ukraine et à ne pas soutenir leur entrée dans l'OTAN.

La gauche peut être très utile aux Ukrainiens en insistant sur le fait que le droit à l'autodétermination du peuple ukrainien est la principale contradiction ici. Même si les forces du monde entier suggèrent des cadres et des plans de paix conciliants pour arrêter le carnage, en fin de compte, c'est au peuple ukrainien de décider quoi accepter.

Faisant autrefois partie de l'URSS, les partis « communistes » existent depuis des décennies en Ukraine. Les forces pro-russes, à l'intérieur et à l'extérieur de l'Ukraine, y compris les oblasts contestés à l'est (Donbass, Crimée, Kherson), ont effectivement utilisé « l'interdiction des partis communistes » et la langue russe comme exemples de la nature antidémocratique (voire fasciste) du régime ukrainien. Bien que ces lois aient été adoptées avant la victoire électorale de Zelensky et qu'il y ait eu une tentative d'adoucir les problèmes linguistiques, il s'agit en fin de compte d'un

problème interne que le peuple ukrainien doit résoudre. Nous pouvons être solidaires de ceux qui, en Ukraine, s'opposent à la répression interne et aux initiatives néolibérales. Mais cela ne devrait confondre personne, c'est-à-dire que le principal défi auquel l'Ukraine est confrontée est l'invasion russe.

Il y a aussi de petites mais vitales formations anticapitalistes et égalitaires à l'intérieur de l'Ukraine, [Sotsyalnyi Rukh](#) par exemple. Nous, à gauche, sommes obligés d'écouter leurs voix. Il existe également une revue en ligne, [Commons](#), qui chevauche SR.

Ce sont des ressources énormes, et nous devrions nous tourner vers elles pour obtenir de l'information et des conseils.

Bill Fletcher Jr. est un syndicaliste, écrivain et conférencier de longue date. Il a également été président du Forum TransAfrica, président du conseil d'administration d'Advocates for Minor Leaguers et coordinateur de la Campagne pour mettre fin à l'occupation marocaine du Sahara occidental. Il est membre de l'équipe de travail internationale de Liberation Road. Une suite de son roman policier de meurtre, *The Man Who Fell From the Sky*, sera publiée plus tard en 2022.

Elly Leary est une travailleuse automobile GM à la retraite qui a été active dans New Directions et a été négociatrice en chef des contrats. Elle a participé à des ateliers d'éducation populaire avec des travailleurs du monde entier, souvent avec Transnational Information Exchange. Elle est membre de l'équipe de travail internationale de Liberation Road.

[*Abonnez-vous*](#) à la *Lettre de nouveautés* du site ESSF et recevez par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais.

P.-S.

Tiré de [Canadian Dimension](#)

Presse-toi À Gauche

<https://www.pressegauche.org/Naviguer-dans-le-debat-de-gauche-sur-l-Ukraine>